

L'embargo céréalier a eu des répercussions sur le revenu des exploitants agricoles canadiens. Ces derniers sont-ils en droit de demander qu'on organise un débat public sur le versement des montants compensatoires qu'on leur a promis? L'embargo a également été préjudiciable aux athlètes de notre pays et j'estime qu'eux aussi devraient pouvoir parler de la politique gouvernementale en vertu de laquelle ils ont été contraints, l'année dernière, de ne pas participer aux Jeux olympiques de Moscou.

En tant que Canadiens, comprenons-nous vraiment les incidences de cette politique et sommes-nous prêts à les accepter? Savons-nous que les États-Unis l'ont récemment appliquée au Mozambique, un pays très pauvre, parce que le gouvernement de ce pays a osé expulser quatre diplomates américains qu'il soupçonnait d'être des agents de la CIA? En tant que Canadiens, acceptons-nous de suivre une politique qui consiste à infliger la famine à des peuples dont les gouvernements prennent des mesures qui ont l'heur de déplaire au gouvernement américain? Attachons-nous vraiment si peu de valeur à la vie de gens innocents? Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) n'a pas encore répondu à ces questions alors que les déclarations ronflantes qu'il a faites pour rendre et garder les autorités américaines heureuses ne se comptent plus.

La motion dénonce la décision que le gouvernement a prise au sujet de l'embargo, mais elle va plus loin. Elle le devrait, en tous cas. Nous devrions étudier la question et établir à combien devrait s'élever l'indemnisation.

● (1540)

Il y a eu trois ou quatre études d'entreprises sur l'indemnisation. Le ministre de l'Agriculture a refusé de dire à la Chambre et aux Canadiens dans quelle mesure les producteurs céréaliers seront indemnisés ou quelles sortes de grains ouvriront droit à l'indemnisation.

On n'a fait aucun progrès au cours des 17 derniers mois dans le dossier de l'embargo. L'une des études dont j'ai parlé a été entreprise par un groupe très éminent qui fournit probablement les meilleurs analyses du commerce des grains au Canada. Voici un extrait du rapport annuel de la Commission canadienne du blé. On y dit ceci:

Néanmoins, après avoir résisté assez fermement à une tendance à la baisse provoquée par l'attente et ensuite la réalisation d'importantes récoltes de blé et de maïs aux États-Unis, les prix du marché à la fin de décembre portaient à croire qu'ils allaient augmenter pendant l'hiver. La demande mondiale est demeurée forte, la Chine continuant d'acheter en quantités sans précédent. Les livraisons supplémentaires de grain que le Canada allait pouvoir fournir pendant l'hiver seraient limitées.

Puis, il y a eu l'embargo, les prix ont fléchi et la Commission canadienne du blé nous dira qu'ils ont fléchi au point que les agriculteurs risquent de perdre 100 millions de dollars pour le blé seulement. Une étude que j'ai réclamée à la Bibliothèque du Parlement révèle une perte de 150 millions de dollars ou d'environ \$1,000 en moyenne par agriculteur. Ces deux chiffres sont à peu près équilibrés; l'un tient compte de toutes les céréales et l'autre du blé seulement.

Je voudrais parler d'une autre question durant quelques minutes. Au cours des années, le Nouveau Parti démocratique s'est efforcé de protéger le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Ce tarif a été et demeure encore la pierre angulaire de la mise en œuvre de la politique agricole dans l'Ouest. Au cours des débats sur ce tarif, beaucoup ont tendance à oublier qu'il ne

Agriculture

s'agit pas simplement du coût de la manutention des céréales. Si je pouvais convaincre quelques députés d'en face et à ma droite d'une chose cet après-midi, ce serait que le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau n'est pas simplement lié à l'aspect économique des transports. C'est plutôt une question d'économie politique dans l'ouest du Canada. Les agriculteurs s'en rendent compte. Ils savent que ce tarif est leur patrimoine et qu'au moment où l'Alberta et la Saskatchewan se sont jointes à la Confédération, ce tarif était en vigueur. Cela constitue donc pour eux une garantie constitutionnelle de fait, tout comme pour nous tous la langue et la religion. Si nous tenons compte de l'économie politique de l'Ouest dans son ensemble lorsque nous considérons le tarif applicable au Pas du Nid-de-Corbeau, et si nous abolissons ce tarif, nous mettrons en péril la structure de l'économie agricole de l'Ouest. On ne doit pas abolir cette garantie et remplacer le tarif applicable au Pas du Nid-de-Corbeau par des tarifs variables. C'est pourtant ce que les sociétés ferroviaires souhaitent. Elles utilisent des artifices de langage et les appellent des tarifs incitatifs. Si ces tarifs variables entraient en vigueur, nous permettrions simplement aux sociétés ferroviaires d'accroître le volume à certains points et d'abandonner certaines lignes secondaires moins rentables, de sorte que les agriculteurs devraient payer plus cher pour acheminer leurs grains vers les marchés.

La difficulté en ce qui concerne le tarif applicable au Pas du Nid-de-Corbeau est liée au montant d'argent que les agriculteurs recevront. Ceux-ci sont déjà pris dans l'engrenage coûts-prix. S'ils doivent assumer des frais de transport accrus, ils se verront de plus en plus contraints d'abandonner l'agriculture.

Je constate que mon temps de parole touche à sa fin. Je m'étais proposé d'aborder un certain nombre d'autres questions, y compris celle du prix des terres. Le prix de la terre entre maintenant pour beaucoup dans les coûts de production. Lundi, bien des orateurs ont parlé du coût élevé des terres mais personnes n'a proposé de solution de base. A mon avis, le gouvernement devrait étudier certaines solutions de base comme, par exemple, le contrôle de l'usage des terres en vue de déterminer lesquelles devraient ou non servir à l'agriculture. Nous devrions nous pencher sur des questions comme l'agrandissement des terres, ce qui en fait monter le prix. Et sur les investissements étrangers dans les terres agricoles. La spéculation dans ce domaine devrait faire l'objet d'études. Bien des gens achètent des terres comme refuge contre l'inflation sans avoir la moindre intention de les cultiver. Pourtant, ils sont prêts à les payer presque n'importe quel prix.

En terminant, je le répète: l'agriculture est en état de crise; elle frise la catastrophe. Les pis-aller auxquels le gouvernement a recours pour lui éviter ce sort ne mènent à rien. Tous les jours, des agriculteurs sont forcés de quitter leurs terres. Et cet exode s'accroît cette année à mesure que les effets des taux d'intérêts se feront sentir après la campagne agricole en cours. Par notre motion, nous exhortons le gouvernement à présenter à la Chambre une politique structurée qui tende à régler les problèmes agricoles de manière coordonnée et à long terme pour que les agriculteurs puissent continuer à cultiver leur terre et les familles reste unies.

M. Murray Cardiff (Huron-Bruce): Monsieur l'Orateur, l'un des problèmes qui a frappé l'agriculture canadienne comme un fléau durant des décennies, tous les députés devraient le savoir, c'est que les agriculteurs canadiens ont vu